

**Historique de l'enseignement universitaire court au Maroc :
*depuis les années 40 jusqu'à la date de création des
Ecoles Supérieures de Technologies (EST) en 1986***

Par :

Loubna LAHLOU
EST de Meknès, UMI.

Résumé :

L'immersion dans le dispositif « EST » ou plus particulièrement dans celui de l'enseignement universitaire court au Maroc, nous a révélé que ce dernier ne date pas de 1986 (date de création des premières institutions de ce genre), mais bien avant, soit plus de 40 ans avant sa naissance effective. Dans un parcours que nous considérons comme étant plus ou moins tortueux, ce dispositif inspiré de son corolaire français verra le jour dans un contexte universitaire marocain en mal de professionnalisation. Dans une démarche qui se veut compréhensive et sans toutefois prétendre à l'exhaustivité, nous allons essayer d'illustrer les fondements historiques de l'enseignement universitaire court au Maroc, principalement ceux aboutissant à son éclosion au milieu des années 80.

Mots clés : enseignement universitaire court, université, professionnalisation, histoire, enseignement technique, enseignement technologique...

Le dispositif « EST » ou plus particulièrement celui d'enseignement universitaire court au Maroc, ne date pas de 1986, mais bien avant, et plus précisément des années 40¹, soit plus de 40 ans avant leur création effective. En effet, et selon M. BOUTATA², une enquête menée en 1946 auprès des Administrations du Protectorat, des industries installées sur le territoire marocain et des différentes associations patronales, a mis l'accent, entre autres, sur les besoins en niveaux moyens, c'est-à-dire niveaux se trouvant entre l'ouvrier qualifié et l'ingénieur : *"Les objectifs de l'enseignement technique professionnel devaient être soit-disant précisés par une enquête menée en 1946 auprès des Administrations du Protectorat, des industries installées sur le territoire marocain et des différentes associations patronales. Si les besoins se faisaient sentir à tous les niveaux de la hiérarchie depuis l'ouvrier qualifié jusqu'à l'ingénieur, l'effort devait dans l'esprit des responsables porter beaucoup plus sur les niveaux moyen et inférieur"*.

Trois ans plus tard, cette thèse a été, en toute apparence, toujours d'actualité. Aussi, fut-elle corroborée, selon toujours BOUTATA, par P. GUERIN dans son article s'intitulant "L'enseignement technique au Maroc"³ : *"Les déficiences, sont particulièrement sensibles au niveau des cadres subalternes et moyens qu'il est de plus en plus difficile de faire venir de France et qui doivent par conséquent être formés sur place. Par ailleurs, la formation visait à préparer des agents pour les métiers du commerce et de l'industrie, de l'agriculture coloniale, il ne pouvait être question des besoins des activités non capitalistes"*.

La suite, nous la connaissons. Ainsi, si des structures visant à former des cadres subalternes furent plus ou moins créées, les besoins en cadres moyens furent sciemment ignorés, jusqu'au plan triennal 1965-1967 qui parla de ce besoin, mais en tant qu'éventuel projet.

A ce propos, le bilan du plan triennal de 1965-67, a mentionné dans son chapitre X et dans le titre traitant de l'enseignement technique supérieur, qu' : *"il est envisagé de créer un niveau de formation technique supplémentaire qui se situerait entre le baccalauréat ou le diplôme de technicien et le niveau d'ingénieur d'application. Ce cycle comporterait deux années d'études théoriques et pratiques. Il recruterait par concours parmi les diplômés industriels ou commerciaux, ou sur titre, parmi les bacheliers scientifiques et économiques. Toutefois, les sections de techniciens supérieurs ne pourront être créées que si des études préalables en font ressortir la nécessité"*.

La naissance d'un tel projet et curieusement dans sa forme identique et authentique d'aujourd'hui, ne coïncide-t-elle pas avec la création des IUT français, en 1966, IUT qui devaient, en principe, se substituer progressivement aux sections de techniciens supérieurs (BTS) en 1952 : *"(...) les IUT étaient destinés à remplacer les STS"*⁴. Cependant, et fidèle à son emboîtement aux pas du système éducatif français, le Maroc s'apprêtait tout juste, selon ce bilan, à une éventuelle ouverture des sections de techniciens supérieurs. Ne perdant pas de vue, à ce sujet, la réflexion de P. GUERRIN en 1949, qui a souligné les déficiences en cadres subalternes et moyens qu'il est de plus en plus difficile de faire venir de France, nous nous

¹ LAHLOU L. (2010). – *L'enseignement universitaire court entre le professionnalisant et l'académique : Les Ecoles Supérieures de Technologie marocaines de 1986 à 2009*, Rabat, éditions Bouregreg.

² BOUTATA M. (1987). – *La formation professionnelle et l'emploi dans l'économie marocaine coloniale et post-coloniale*, éditions de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat, 1987, p. 72

³ BOUTATA M. (1949). – *L'enseignement technique au Maroc*, Bulletin économique et social du Maroc n° 43, p. 76.

⁴ ANTONMATTET P., VAUDIAUX J. (1988). – *Rapport de synthèse sur la mise en place et le fonctionnement des Instituts Universitaires de Technologie (IUT), des Sections de Techniciens Supérieurs (STS) et des Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE)*, p. 2.

demandons, si par ce projet du bilan du plan triennal 1965-1967, la France n'est-elle pas en train de venir vers le Maroc en y injectant l'une de ces institutions ? Autrement-dit et dans un langage imagé, ce souhait d'une éventuelle implantation des STS au Maroc est-il le fruit d'une réflexion maroco-marocaine ou bien d'une réflexion maroco-française ou encore d'une réflexion franco-française ?

Ainsi, et jusqu'en 1982, il ne fut plus question de telles formations. Apparemment, le besoin ne s'en faisait pas encore sentir : "(...) *En 1956, la tâche immédiate était de donner un enseignement primaire à la jeune génération, de former les cadres nécessaires à la marocanisation de l'administration et des secteurs vitaux de l'économie, de développer l'enseignement de l'arabe. Face au petit nombre de lettrés que nous laissait le régime colonial, la préoccupation essentielle était celle d'une augmentation quantitative de l'effectif*"⁵.

Plus de 10 ans plus tard, soit en 1967, le diagnostic était quelque peu satisfaisant par rapport aux objectifs, mais on mettait toujours l'accent, entre autres, sur le manque de portée professionnelle de l'enseignement : "*Certes, les chiffres ne sont pas les mêmes que sous le Protectorat. Le nombre des élèves et étudiants a progressé, une certaine arabisation a été effectuée. Le nombre des enseignants marocains s'est accru. Cela traduit essentiellement la pression des masses populaires, assiégeant les écoles à chaque rentrée scolaire. Mais l'absence d'une action gouvernementale ordonnée, hardie, suivie, clairvoyante, a (...) abouti à la situation actuelle que l'on pourrait caractériser ainsi : nombre et niveau insuffisants pour un enseignement inadapté aux besoins économiques et à la culture nationale à la vie quotidienne de ceux qui l'ont reçu*"⁶.

Cependant, et en parlant d'adaptation ou d'adéquation de l'enseignement aux besoins économiques nationaux, il faut souligner, d'après toujours le même rapport, que le problème ne se posait pas au niveau de l'enseignement supérieur, mais au niveau plutôt de l'enseignement secondaire et plus précisément de l'enseignement secondaire technique : "(...) *La crise des débouchés : (...) Le problème ne se pose pas au niveau du Supérieur ou à l'issue du baccalauréat. Les postes à pourvoir à ce niveau sont encore nombreux et les professions libérales ne sont pas saturées. Nous avons vu que le CEP⁷ en lui-même n'ouvrait aucune carrière. Quant au CES⁸, si les titulaires de ce diplôme trouvent encore à se présenter à certains concours de recrutement dans l'administration ou les services publics, voire pour certaines écoles d'application, nombreux sont ceux qui restent en chômage, en "surnombre"*"⁹.

A ce propos, le rapport parlait d'une orientation erronée du second degré (enseignement secondaire), à travers le plan triennal de 1965-67. Pour remédier à une telle situation on suggérait la professionnalisation de ce niveau. En fait, le problème de débouchés au niveau du supérieur ne se posait toujours pas et « *les diplômés moyens* » désignaient les lauréats de l'enseignement secondaire et non ceux du 1^{er} cycle universitaire, comme c'est le cas aujourd'hui : "*Avons-nous donc trop de diplômés "moyens" ou bien ceux-ci sont-ils mal orientés ? En fait il s'agit bien d'une mauvaise orientation du second degré. L'essentiel des effectifs est actuellement dirigé vers l'enseignement général. Or celui-ci n'a de valeur que s'il prépare au supérieur ou à des carrières précises après le 1^{er} cycle. Celles-ci étant*

⁵ Bureau Fédéral de la FNE (1967). - *Journée d'études de Mohammedia du 1^{er} avril 1967*, Rapport d'introduction, p. 305.

⁶ Ibid.

⁷ Certificat d'Etudes Professionnelles.

⁸ Certificat d'Etudes Secondaires.

⁹ Bureau Fédéral de la FNE (1967). - *Journée d'études de Mohammedia du 1^{er} avril 1967*, Rapport d'introduction, p. 305.

actuellement saturées ou en voie de l'être, n'est-il pas préférable de donner à l'enseignement du second degré un caractère plus technique, préparant à des professions industrielles, agricoles, commerciales qui assureront le démarrage du pays ? C'est pourtant l'orientation contraire qui a été adoptée depuis quelques années, et particulièrement par le plan triennal"¹⁰.

D'ailleurs, le plan triennal de 1965-67 ne suggérait pas encore, selon toujours le bureau fédéral de la FNE, de confier la formation des techniciens et cadres moyens à l'université, mais plutôt aux entreprises, sous forme de formation « *sur le tas* » : « *Les auteurs du Plan Triennal n'ont d'ailleurs pas caché leur pensée à ce sujet, en affirmant que la formation technique des ouvriers et cadres moyens devait incomber aux entreprises "sur le tas" ou dans des "centres d'apprentissage", or, le secteur privé, qui hésite déjà, à investir, n'est pas du tout prêt à dépenser son argent pour former son personnel. Quant aux services semi-publics (ONE, OCE, RAM, etc.) ils recrutent dans leurs centres des jeunes gens ayant déjà leur CAP ou CET*"¹¹.

Le plan quinquennal 1968-72 s'étant caractérisé par une recrudescence des effectifs au niveau aussi bien de l'enseignement secondaire que de l'enseignement supérieur, le programme d'action du quinquennat 1973-1977 s'est, ainsi, intéressé à la restructuration de ces deux niveaux d'enseignement.

Concernant l'enseignement secondaire, l'objectif ultime était la revalorisation de ses branches techniques : *"L'enseignement technique devra nécessairement conduire ses élèves vers des types de baccalauréat débouchant tous sur l'enseignement supérieur. L'amélioration des écoulements prévus dans l'enseignement secondaire, l'augmentation du rapport d'orientation "scientifiques/littéraire", et surtout la généralisation de l'initiation à la technologie dans le premier cycle, amèneront nécessairement un accroissement des effectifs de l'enseignement technique à la fin du Plan 1973-77. Aussi, et afin d'assurer la revalorisation de cet enseignement, il convient de ne plus y orienter les candidats du fait de leur incapacité à suivre un enseignement général. L'orientation devra se faire au vu des prédispositions décelées chez les candidats. Etant donné l'évolution prévue des effectifs et les taux d'orientation envisagés, quelques 7000 bacheliers (mathématique et technique - sciences économiques - mécanique - électronique) seront formés*"¹².

Au niveau de l'enseignement supérieur, l'augmentation de ses effectifs était considérée, tour à tour, avec optimisme et appréhension par le plan de 1973-1977 : *"Actuellement, 15 000 étudiants environ, en grande majorité regroupés à Rabat, bénéficient d'une formation supérieure, soit à l'université, soit dans les Grandes Ecoles. Ils seront très certainement de 100 000 en 1990. Cet accroissement, satisfaisant dans la mesure où il permet d'envisager une production rapidement accrue des cadres moyens et supérieurs dont le pays a besoin, pose avec une acuité nouvelle les problèmes liés à l'insuffisante capacité d'accueil de l'université*".

Cependant et dans la même période, Abdel Kbir MEZOUAR¹³, ne semble pas aussi optimiste quant à l'augmentation des effectifs de l'enseignement supérieur, surtout au regard

¹⁰ Ibid. P. 306.

¹¹ Ibid.

¹² Plan quinquennal 1973-1977, p. 100.

¹³ MEZOUAR A. (1977). - *Enseignement supérieur au Maroc et développement*, Mémoire de DES Es.Sciences Economiques, Université Hassan II, faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Casablanca, p. 17.

des disproportions entre filières de formations humaines et sociales et filières scientifiques et techniques. En effet, l'auteur semble scandalisé par le caractère spontané et anarchique de l'expansion du Supérieur dans un pays qui souffre gravement de la pénurie de cadres dans tous les domaines : *"Il est aisé de constater à travers la structure des effectifs universitaires et son évolution, le caractère spontané et anarchique de l'expansion » du Supérieur. A elle seule, la Faculté de Droit absorbe plus de la moitié des effectifs, et avec la Faculté des Lettres, les ¾ de ces derniers. Plus de 23000 étudiants en Droit sur un total de 45000 en 1976-77, c'est là à l'évidence un gaspillage de potentialités, inconcevable dans un pays qui souffre gravement de la pénurie de cadres dans tous les domaines"*¹⁴.

Ainsi, ne pouvons-nous que constater avec A. MEZOUAR ce qui suit :

- les formations humaines et sociales, c'est-à-dire et en définitive, essentiellement les facultés des lettres et de droit, ont toujours absorbé aux environs de 80 % des effectifs (7 à 8 étudiants sur 10). La baisse que l'on constate en 1976-1977 est trop faible pour permettre de tirer des conclusions quant à un changement éventuel de tendance ;
- les formations techniques et scientifiques sont loin de représenter une structure équilibrée, puisque la plupart des étudiants sont concentrés à la faculté de médecine, les écoles d'ingénieurs (combien essentielles) ne représentent qu'une part réellement insignifiante ;
- cette disproportion qui trouve son origine dans la structure et les orientations mêmes de l'enseignement en général, reflète la réalité socio-économique du pays dans son ensemble. A défaut d'un système planifié d'orientation intégré à une stratégie globale du développement, cette réalité joue dans les faits comme un facteur « naturel » d'orientation, auquel s'attachent les perspectives d'emploi et de promotion sociale et matérielle. En effet, ces dernières se trouvaient pratiquement garantis, selon MEZOUAR, à peu de frais dans les secteurs de l'Administration et du Commerce, c'est-à-dire dans les secteurs improductifs par excellence, mais fort lucratifs ;
- la pléthore des effectifs qui s'en est suivie, aux dires toujours de l'auteur, devait néanmoins limiter de plus en plus ces possibilités et conduire à la recherche d'autres voies, soit aussi lucratives, sinon plus (médecine), soit présentant le moins de risques quant à l'avenir, ce qui a été traditionnellement le cas des lettres (ENS) en vue de l'enseignement.

Ainsi, et selon toujours l'auteur, le même phénomène semble envahir les orientations de la formation des étudiants marocains à l'étranger : *"Jusqu'à une date récente, les proportions étaient pratiquement inversées par rapport à la situation dominante dans le pays, puisque les étudiants poursuivant des formations scientifiques et techniques représentaient près de 80 % du total, ce qui donnait en quelque sorte sa raison d'être à cet appoint que constitue la formation à l'étranger. Mais depuis ces dernières années, cette répartition semble céder le pas au profit des formations en lettres et sciences sociales"*¹⁵.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ibid. P. 16.

Enfin et à l'instar du plan 1973-77, A. MEZOUAR, souligne le manque de coordination entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur : *"Il n'existe pas de politique cohérente d'ensemble qui embrasse tous les stades de l'enseignement. Aucune liaison coordonnée et programmée n'existe entre le secondaire et son débouché naturel le supérieur, et encore moins une planification claire des objectifs de formation en liaison avec les besoins de l'économie. Le clivage entre les deux Ministères qui ont la charge respective des deux niveaux d'enseignement en est l'expression la plus manifeste"*¹⁶.

Aussi, notre auteur donne-t-il un exemple pour illustrer ses affirmations. Il s'agit de la politique d'orientation en faveur des formations scientifiques qui se révèlent être un échec total : plus de 60 % des effectifs de ces dernières étaient constitués, en 1976, de bacheliers littéraires contre 36 % de scientifiques : *"Cet échec apparaît davantage au grand jour quand on observe le passage du secondaire au supérieur. La structure des nouveaux inscrits en 1^{ère} année (1974-1975) dans les différentes filières du Supérieur, par type de baccalauréat, confirme cette conclusion"*¹⁷. L'auteur a, ainsi, illustré ses dires par le tableau suivant :

TABLEAU 1- Structure des nouveaux inscrits en 1^{ère} année (1974-1975) dans les différentes filières du Supérieur, par type de baccalauréat

Types de bacs Filières du supérieur	Bacs littéraires et économiques	Bacs scientifiques	Bacs techniques	Total
Lettres	1677	19	7	1703
Droit	4449	431	222	5102
Sciences	1	765	-	766
Médecine	-	1308	6	1314
EMI	-	109	4	113
Quarawiyin	217	2	-	219
Total formations universitaires	6344	2634	239	9217
Ecoles ¹⁸	164	550	10	724
CPR	1080	379	14	1473
Total général	7588	3563	263	11414

Source : statistiques de l'Enseignement Supérieur 1974-1975.

L'analyse de ce tableau révèle à l'instar toujours de MEZOUAR ce qui suit :

- sur 11414 nouveaux inscrits, 80 % (9217) le sont à l'université, 724 dans les écoles et 1473 dans les CPR ;
- si nous considérons les seuls effectifs de l'université, 55 % sont absorbés par la seule faculté de droit, contre 18 % en lettres, 14 % en médecine, 8 % en sciences et 2,4 % seulement en enseignement supérieur technique, soit à l'EMI (Ecole Mohammédia des Ingénieurs) ;
- l'essentiel des bacheliers littéraires et une partie des scientifiques (17 %) se dirigent vers les facultés de droit et des lettres et l'essentiel des bacheliers scientifiques vers les facultés de Médecine et des Sciences. Les écoles d'Ingénieurs représentent une part insignifiante.

A. MEZOUAR impute un tel déséquilibre de l'enseignement supérieur, qualifié par lui *"d'engorgement scandaleux des filières traditionnelles"*, à l'absence d'une orientation

¹⁶ Ibid. P. 27.

¹⁷ Ibid. P. 26.

¹⁸ Les statistiques ne mentionnent pas toutes les écoles existantes à cette date, tels que l'ISCAE, l'EHTP, Le CFJ, l'IST notamment.

efficace des étudiants à son entrée, d'une part, et à l'insuffisance d'infrastructures d'accueil à caractère scientifique et technique, d'autre part : *"Ce sont là les déséquilibres caractéristiques des tendances spontanées qui guident les étudiants dans leurs choix, à défaut de possibilités de reconversion et de possibilités suffisantes d'accueil notamment dans les filières scientifiques et techniques (...) et en dépit de tous les barrages mis en place pour endiguer le flot potentiel de bacheliers (le passage du 1^{er} au 2^{ème} cycle du secondaire, la réussite au baccalauréat et les possibilités d'inscription dans le supérieur). L'engorgement scandaleux des filières traditionnelles, trouve là une première explication"*.

Avant de fermer cette parenthèse ouverte sur l'état alarmant de l'enseignement supérieur jusqu'en 1977 et de revenir au plan quinquennal 1973-1977, nous pensons que A. MEZOUAR a mis le doigt sur l'origine du mal ou malaise universitaire, c'est le surpeuplement insensé de ses filières traditionnelles. Qui dit filières traditionnelles, dit filières très peu porteuses sur le marché de l'emploi. En outre, « l'engorgement » de ces filières signifie, en premier lieu, la diminution des chances de réussite surtout en 1^{er} cycle universitaire et ensuite en 2^{ème} cycle. En deuxième lieu et à long terme, nous nous demandons quelles seront les chances d'absorption du monde du travail d'effectifs aussi massifs et aussi mal orientés ? Et ceci d'autant plus avec la recrudescence incessante du taux de chômage, et ce depuis les années 60, surtout au niveau des diplômés de l'enseignement supérieur :

TABLEAU 2- Evolution du chômage en %¹⁹

Années	1960	1971	1982	1993
Taux	9,4	8,8	10,8	15,9

Source : direction de la statistique

On remarque que ce taux déjà assez élevé quelques années après l'indépendance, accuse une légère baisse en 1971, pour rebondir dans les années 80 et prendre encore plus d'ampleur en 1993.

TABLEAU 3- Population en chômage selon le diplôme et la durée du chômage entre 1960 et 1993²⁰

Nature du diplôme	Chômeurs de longue durée (en %)	Durée moyenne du chômage
Sans diplôme	54,3	22 mois
Niveau moyen	75,4	30 mois
Niveau supérieur	78,2	29 mois
Total (moyenne)	68,0	27 mois

Source : direction de la statistique

Ce dernier tableau montre clairement que le chômage est omnipotent au niveau des diplômés de l'enseignement supérieur (78,2 %). Cette omnipotence apparaît aussi au niveau de la durée (29 mois).

En effet et si nous extrapolons un tel phénomène au cas des EST, autrement-dit un recoupement de ce déséquilibre de l'enseignement supérieur avec la création moins de 10 ans plus tard des EST, nous serons appelée à faire l'hypothèse suivante : l'une des raisons

¹⁹ OUGHANEM R., LAHRIR M. (1996). - *Relation formation-emploi : l'insertion professionnelle des lauréats de l'université*, Mémoire de licence de sciences économiques, faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Meknès, p. 18.

²⁰ Ibid.

aboutissant à la création des EST ne serait-elle pas, justement, le rétablissement de l'équilibre de l'enseignement supérieur qui souffre :

- du manque en son sein de formations techniques et à plus forte raison de l'absence de formations techniques à bac + 2 ?
- de son quasi-autisme vis à vis du marché du travail avec la massification incohérente des facultés, dont les formations demeurent surtout théoriques ?
- du phénomène de chômage intellectuel et conjoncturel des diplômés des facultés, résultat de ce déséquilibre et de la massification sus-citée ?
- de l'échec prépondérant des étudiants au terme du premier cycle « facultaire » ?

En parlant d'EST et si nous revenons au plan quinquennal 1973-1977, il est à noter son évocation, bien que rapidement, de la formation de **cadres moyens** (voir plus haut). Apparemment, ce cadre ne revêtait pas à cette époque sa connotation d'aujourd'hui. En effet, ni l'université, ni les grandes écoles (publiques) de l'époque n'assuraient des cursus professionnels et académiques, d'une durée de 2 ans. Nous pensons que la référence à ces cadres moyens concerne les titulaires du Diplôme des Etudes Universitaires Générales, communément appelé DEUG. Une telle confusion ou pourquoi pas réalité, se justifiait peut-être par le fait que les titulaires d'un tel diplôme parvenaient, facilement, à s'insérer dans le marché du travail, d'une part ? D'autre part, le besoin en cadres moyens dans leur conception d'aujourd'hui ne se faisait vraisemblablement pas sentir à cette époque.

Ceci est d'autant plus vrai que l'enseignement secondaire technique ou technologique commençait tout juste et comme on l'a souligné toujours plus haut à se structurer.

Par contre et s'il n'était pas encore question de systèmes similaires à ceux des EST dans ce plan, curieusement un volet important de la dernière réforme de l'enseignement supérieur (1999), y était exposé. Il s'agit de l'instauration du système modulaire à l'université et de passerelles entre les différents établissements d'enseignement faisant partie de l'enseignement supérieur : *"A l'université, il conviendra de procéder à l'étude d'un nouveau découpage de l'enseignement visant à remplacer le système classique des années d'études, (cloisonné et trop lourd) par un **système de modules** (plus souple, plus économique et pédagogiquement plus efficace) où l'enseignement est assuré et sanctionné dans des ensembles dits "unités de valeur". (...) Pour l'ensemble des formations supérieures, il est recommandé que toutes les réformes proposées soient orientées vers un système continu permettant, par des structures appropriées, un rendement maximum des flux engagés dans l'enseignement supérieur. Les structures devront consister en un **système de passerelles**, introduisant davantage de souplesse dans le transfert d'une catégorie d'études à une autre. Dans ce même but une année de reconversion du surplus des scientifiques est envisagée"*²¹.

A ce sujet, A. MEZOUAR a également souligné dans son exposé, l'absence de passerelles entre les différentes formations de l'enseignement supérieur, et ce en traduisant ceci par l'absence « *de possibilités de reconversion* », dans le cas d'une mauvaise orientation

²¹ Ibid.

des étudiants : *"Ce sont là les déséquilibres caractéristiques des tendances spontanées qui guident les étudiants dans leurs choix, à défaut de possibilités de reconversion..."*²².

Un an après le plan quinquennal 1973-1977 et cette recherche de A. MEZOUAR, 2 enquêtes d'un an d'intervalle (en 1978 et en 1979), bien que partielles et non systématiques, ont permis, depuis la fameuse enquête de 1946, de donner une idée sur les besoins en ingénieurs et en techniciens supérieurs. Ces deux enquêtes ont été rapportées par M. BEKKALI, dans son article intitulé *"Redistribution de la population active et évolution des flux du système éducatif au Maroc durant la décennie 1970-1980"*²³.

La particularité de ces deux enquêtes c'est leurs instigateurs, en quelque sorte. En fait, la première datant de 1978, a été menée par le Secrétariat d'Etat à la Formation des Cadres auprès des différents départements ministériels et des sociétés comptant plus de 200 employés : *"En l'absence d'informations exhaustives et d'enquêtes systématiques, nous nous limitons aux résultats d'une enquête partielle effectuée par le secrétariat d'état à la Formation des cadres en 1978 auprès des différents départements ministériels et des sociétés comptant plus de 200 employés. L'enquête visait à cerner les besoins immédiats en personnel qualifié nécessaire pour la bonne marche des services et entreprises concernés. En fait, les résultats obtenus expriment des besoins partiels puisque seuls 19 ministères (sur les 30 contactés) et 83 sociétés (sur 460) ont répondu"*²⁴.

La deuxième enquête a eu lieu en 1979, par le Centre d'Etudes et de Réalisation pour l'Education Permanente (CEREP) et la Société Centrale pour l'Equipement du Territoire (SCET-Maroc) pour le compte de la Direction de l'Industrie : *"Les besoins en cadres moyens pour l'industrie selon l'enquête réalisée par la SCET-Maroc et la CEREP : l'enquête en question a été réalisée - pour le compte de la Direction de l'industrie- par les soins de la "SCET-Maroc" (Société Centrale pour l'Equipement du Territoire) et du CEREP (Centre d'Etudes et de Réalisation pour l'Education Permanente). L'objet de l'étude consistait à évaluer les besoins en cadres moyens pour les industries de transformation. (Note : "Etude d'évaluation des possibilités de formation des cadres moyens pour l'industrie", Rabat, décembre 1979, 5 volumes)"*²⁵.

En effet, ces deux enquêtes ont été menées, pour l'une, par les instances de formation et pour l'autre par ceux de l'industrie. La première, même si elle a pris en compte l'opinion aussi bien d'instances publiques (ministères) que celles d'instances plus libérales (sociétés), considère l'objet de son enquête dans son aspect statutaire et administratif, soit en tant que **cadres moyens**. La seconde, destinée aux industries de transformation, voit cet objet d'un angle légèrement différent mais très nuancé, puisque soulignant l'aspect technique et industriel du poste, soit en tant que **techniciens supérieurs**.

Il est bien entendu que l'un n'exclut pas l'autre, qu'il s'agisse de technicien supérieur ou de cadre moyen. En effet, et quelles que soient les lunettes qu'on porte, la pertinence de cette bi-polarité réside dans la prise de conscience, à intervalle presque régulier, par les mondes de la formation et ceux du travail de leur besoin de cette catégorie socio-professionnelle.

²² MEZOUAR A. (1977). - *Enseignement supérieur au Maroc et développement*, Mémoire de DES Es.Sciences Economiques, Université Hassan II, faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Casablanca, p. 27.

²³ BERNARD C. (Eds) (1982) - *La politique de l'emploi-formation au Maghreb 1970-1980*, Centre de Recherches et d'Etudes sur les Sociétés Méditerranéennes extrait de l'Annuaire de l'Afrique du Nord, Paris, éditions du CNRS, pp. 56-57.

²⁴ Ibid. P. 56

²⁵ Ibid. P. 57

- **Enquête de 1978**

Il est à noter que les résultats de cette enquête ont un caractère prévisionnel pour la période résidant entre 1981-85, soit le plan quinquennal en question. Ainsi, et d'après cette enquête, les besoins en ingénieurs et techniciens supérieurs se monteraient globalement à 24931 pour la période 1981-85, répartis en :

TABEAU 4 - Besoins prévisionnels en ingénieurs et techniciens supérieurs entre 1981 et 1985

docteurs ingénieurs	237
ingénieurs d'état	3865
ingénieurs d'application	6325
techniciens supérieurs	14 504

Il est clair que comparativement aux autres catégories socio-professionnelles, la catégorie qui semble accuser un déficit certain est celle des techniciens supérieurs, soit plus de la moitié des besoins globaux : 58% (17 % de l'ensemble).

Il est à noter, d'après toujours les résultats de ladite enquête, que le système de formation existant ne dispose d'aucune structure de formation de docteurs-ingénieurs. Pour les autres catégories, les possibilités semblent limitées à : 1584 ingénieurs d'état (pour la période 1981-85) ; 4075 ingénieurs d'application (de 1981 à 1985) ; 4496 techniciens supérieurs (de 1981 à 1985). Le déficit toutes catégories confondues, se monte à 14776.

La décomposition par spécialité et par secteur nous fournit les détails suivants :

TABEAU 5- Décomposition des catégories socio-professionnelles par spécialités et par secteur, selon l'enquête de 1978

Spécialités	Secteur public	Secteur privé	Total
Agriculture	10 872	560	11 432
Génie électrique	1605	1283	2432
Génie mécanique	1460	1027	2487
Génie civil	1966	772	2738
Informatique	1399	107	1506
Génie minéral	626	355	961
Génie chimique	386	267	653
Génie maritime	1633	22	1655
Statistique	71	10	81
Commerce, gestion, comptabilité	307	223	530
TOTAL	20 325	4626	24 475

Si nous excluons le secteur primaire (agricole et maritime), nous constaterons par rapport aux secteurs couverts actuellement par les EST, que les besoins semblent faire la part belle (82 %) aux formations secondaires (Génie électrique, Génie mécanique, etc.) et à moindre degré (18 %) mais tout aussi pertinemment aux formations à caractère tertiaire (statistique, commerce, gestion, etc.). Le secteur public semble plus demandeur de ces formations (79 % de la demande) que le secteur privé (34 % de l'ensemble).

Ainsi, et si nous faisons un découpage intrinsèque à ces secteurs publics et privés et en en excluant toujours le secteur primaire, nous constatons que :

- dans le secteur public, 77 % des besoins en cadres moyens résident dans les formations secondaires, alors que 23 % sont d'ordre tertiaire ;
- dans le secteur privé, 92 % des besoins en cadres moyens résident dans les formations secondaires, alors que 8 % seulement des besoins sont d'ordre tertiaire ;

En conclusion et étant donné la coïncidence des résultats de cette enquête avec l'architecture des formations longtemps en place aux EST, à savoir que plus de 60 % de ces dernières ont un caractère secondaire, alors qu'à peu près le tiers ont un caractère tertiaire, nous nous interrogeons sur la place prise par cette enquête dans le projet de création des EST ? En fait, tout laisse à croire que celle-ci n'est pas étrangère à ces dernières, surtout si on rappelle le caractère prévisionnel de ses résultats par rapport au plan quinquennal 1981-1985, dernier plan avant la création des EST en 1986. Aussi, nous demandons-nous si la présente enquête suivie de celle de 1979, constituent les fameuses études dont il était question dans le bilan du plan triennal 1965-1967 et qui devaient démontrer la nécessité de création d'institutions de formations de cadres moyens telles que les STS ou les EST ?

• Enquête de 1979

L'enquête "SCET-Maroc"-CEREP a porté sur un échantillon d'entreprises (274 entreprises) représentant 11 % des entreprises affiliées à chacun des quatre secteurs de l'industrie de transformation (voir tableau ci-après) et 18 % des effectifs employés.

Cet échantillon a été, ainsi, construit sur la base des effectifs totaux de l'industrie de transformation qui se montaient à 155 577 en 1976 répartis, comme suit, entre ses quatre secteurs :

TABEAU 6- Répartition des effectifs de l'industrie de transformation entre secteurs d'activités (année 1976)

Industries	Effectifs
Les industries agricoles et alimentaires (IAA)	34 867
Les industries textiles-confection et cuir (ITC)	54 424
Les industries mécaniques et électriques (IME)	30 584
Les industries chimiques et para-chimiques (ICP)	35 702

Source : Direction de l'industrie, enquête 1976

Cette enquête a commencé, tout d'abord, par définir ce qu'est qu'un cadre moyen, en général : *"Dans l'ensemble des niveaux de qualification du personnel d'une entreprise, le cadre moyen est le salarié qui se trouve dans une situation intermédiaire entre l'ingénieur et l'ouvrier qualifié"*. Apparemment cette conception des cadres moyens n'a pas changé depuis la fameuse enquête de 1946 (voir plus haut).

Les enquêteurs ont, ensuite, présenté une liste des dénominations des cadres moyens les plus couramment usitées dans l'industrie marocaine :

- chef d'équipe ou agent de maîtrise ou contremaître dans le cas où le personnel dont il a la responsabilité technique et d'encadrement, est de niveau qualifié ;
- agent technique ou technicien en électronique, en électrotechnique, en métallurgie, en chimie... ;
- Agent de méthodes, de lancement, d'ordonnancement, de contrôle de fabrication.

Ainsi, cette deuxième enquête a révélé ce qui suit : *"...le niveau de technicité dans les industries de transformation, (...) se situait en 1979 -à titre de comparaison- à moins de la moitié du niveau observé dans un pays industrialisé comme la France (4 % contre 9,3 %). Cela voudrait dire qu'il y a un besoin net en cadres (supérieurs et moyens). L'enquête de 1976 sur les industries de transformation fait ressortir que 40 % des cadres supérieurs et 20 % des cadres moyens sont étrangers. Enfin, les auteurs du plan triennal 1978-80 rappellent que la "formation au niveau techniciens moyens reste très limitée" ; le taux d'encadrement des agents de maîtrise est de 1/2,9 (de 1/0,8 si l'on tient compte des diplômés des facultés) et le taux d'encadrement des techniciens à "personnel qualifié" ne se serait pas amélioré entre 1973 et 1977 puisqu'il est resté voisin de 1/1,3"*²⁶.

Il est à noter que l'enquête a doublement souligné le besoin de l'Industrie en cadres moyens, puisque en plus du déficit avéré en cette catégorie d'employés (formation et taux d'encadrement insuffisants), il y a, à ce niveau, le sévissement d'une présence étrangère (post-coloniale) estimée à 20 %, ce qui pose encore une fois le problème de la marocanisation des cadres.

Cette enquête s'est également arrêtée sur la stipulation du plan triennal 1978-1980 que *"la formation au niveau techniciens moyens reste très limitée"*. A ce niveau, nous désirons démystifier toute confusion que risquerait de faire le lecteur entre le cadre moyen et le technicien moyen. En effet, et selon les textes, le cadre moyen qui est caractérisé par son statut général est, d'une part, assimilable au grade de technicien supérieur pour les diplômés techniques et non pas à celui de technicien moyen. D'autre part, ce statut sanctionne les titulaires d'un diplôme de 1^{er} cycle de l'enseignement supérieur : DEUG, Diplôme Universitaire de Technologie (DUT) ou équivalent (BTS).

A contrario, le technicien moyen, appelé également cadre subalterne, concerne les titulaires de diplômes techniques, équivalents à la fin des études de l'enseignement secondaire, soit le Baccalauréat ou son équivalent.

Ainsi, le plan triennal 1978-1980, en soulignant l'insuffisance des techniciens moyens, faisait allusion, de prime abord, non pas à l'enseignement supérieur technique, mais plutôt à la formation professionnelle. Aussi, ce plan a-t-il donné de l'importance à cette dernière en posant les problèmes qui l'handicapent, en se souciant de son « *unification et son harmonisation* » et en dressant des « *principes directeurs* » pour sa réforme par le biais de « *l'organisation, la coordination et la planification de la formation professionnelle* »²⁷.

²⁶ Ibid. P. 62

²⁷ Plan triennal 1978-1980, volume II, pp. 298 à 393.

A ce propos et comme l'a souligné Abdelkader BAINA²⁸, le plan a prévu, pour répondre aux besoins en techniciens moyens : *"la création des Instituts de Technologie Appliquée (ITA) qui « joueront le rôle de « Passerelle » entre le système de formation professionnelle et celui de l'enseignement technique supérieur²⁹ », à savoir la formation professionnelle par les Instituts de Technologie Appliquée (ITA) qui débouchera vers la formation des Instituts Universitaires de Technologie (IUT)³⁰".*

Apparemment, la création des ITA revêtait un triple objectif : - parer au déficit en cadres moyens ; - valoriser la formation professionnelle par la création de l'antenne ad hoc au niveau du supérieur et pourquoi pas au niveau d'une institution chargée du prestige qui lui fait justement défaut, soit l'université ; - enfin et dans une logique très cartésienne, faire succéder à la classe des techniciens moyens, celle des techniciens supérieurs, faisant tout autant défaut au niveau du marché de l'emploi.

Cependant, ce plan très judicieux ne se matérialisa qu'à moitié dans la réalité avec la création des Instituts de Technologie Appliquée qui comblèrent, en quelque sorte, le déficit en cadres moyens. La concrétisation de leur suite logique, que sont les IUT, dans le supérieur, avorta par contre lamentablement. En fait, si les corollaires marocains des IUT prirent naissance sous forme d'Ecoles Supérieures de Technologie en 1986, c'est dans l'autonomie complète, sinon indifférence totale, des ITA. Comme nous l'avons vu et comme nous essayons de le démontrer, l'avènement des EST est donc intervenu dans un tout autre esprit et dans un tout autre dessin que celui préalablement prévu par le plan de 1978-1980.

Malgré ces tergiversations, il est à noter que ce plan a apporté un élément de sens majeur quant à la genèse des EST, c'est le projet de leur affiliation, et ce depuis 1978, bien que sous l'épithète d'IUT, à l'université. En fait, l'équivalence des EST marocaines à leurs homologues français « IUT » est un fait notoire, et ce depuis que l'idée de leur création a été remise à l'ordre du jour dans le bilan du plan triennal 1965-1967. A ce propos, nous avons, préalablement, fait l'hypothèse, lors de l'analyse de ce dernier, de la quasi-coïncidence du projet de création des Sections de Techniciens Supérieurs au Maroc avec la création, en 1966, des Instituts Universitaires de Technologie en France devant, comme nous l'avons pré-mentionné toujours, remplacer les STS français.

Huit ans plus tard, cette hypothèse, bien qu'appropriée par la formation professionnelle, est devenue, vraisemblablement, une réalité. Il est clair, quel que soit l'objectif, que la formation des techniciens supérieurs ou cadres moyens sera parrainée par l'université, puisque on parle, à l'instar de la France, d'Instituts **Universitaires** de Technologie.

Cependant, nous ne pouvons nous empêcher de poser, à ce propos, une question qui nous semble s'imposer dans un tel contexte : pourquoi les instances gouvernementales ont-elles attendues huit ans avant de créer les EST –nous entendons par là les fameux IUT dont il est question plus haut-, et ce malgré l'expression de leur besoin par les acteurs concernés ?

²⁸ BAINA A. (1981). - *Le système de l'enseignement au Maroc, les Instruments Idéologiques - le Fonctionnement Interne*, tome 1, Casablanca, Presses des Editions Maghrébines, p. 242.

²⁹ Plan triennal 1978-1980, volume II, p. 300.

³⁰ Ibid.

Cette question est d'autant plus pertinente, qu'en 1980 Zakia DAOUD dans son article intitulé « Emploi sans formation, formation sans emploi au Maroc »³¹ a rapporté que la BIRD³² a octroyé un prêt en 1980 pour former, entre autres, 1200 techniciens supérieurs "*La BIRD a octroyé un prêt en 1980 pour former 10200 techniciens moyens, 660 professeurs techniques, 1200 techniciens supérieurs et 2400 ingénieurs*". Ce prêt a été octroyé au Ministère de l'Education Nationale pour lui permettre de remédier au « scandale », qualificatif de Z. DAOUD de la double inefficacité de l'enseignement au Maroc : "*On peut donc constater que l'enseignement est doublement inefficace, d'une part, parce qu'il ne tient pas compte des besoins du pays (à cet égard la formation professionnelle qui était à l'indépendance forte de 15000 personnes, est pratiquement inexistante), d'autre part, même quand il en tient compte, notamment pour les sciences de la médecine, il reste inefficace en raison sans doute de la faiblesse de l'encadrement et du niveau de son contenu. Il y a 10000 dentistes à former d'ici l'an 2000 et ce n'est qu'en 1981 que l'on va ouvrir une faculté dentaire, il y a 20000 ingénieurs nécessaires et on n'en forme pas 1000 par an. Qu'attend-on ? Il y a 1000 étudiants en architecture à l'extérieur du Maroc et ce n'est qu'en 1980 que l'on a songé à ouvrir une école... Sans parler des activités industrielles totalement délaissées à tel point qu'en 1975 encore, 45 % des cadres et 18 % des agents de maîtrise étaient européens, et les travailleurs marocains qui auraient pu les remplacer ont pris le chemin de l'exil (...). Le scandale était si grand que l'on a promis d'y remédier*"³³.

Promesse non tenue, du moins pour les 1200 techniciens supérieurs. S'agit-il, comme l'a souligné Zakia DAOUD de « promesses en l'air ? De promesses conjoncturelles ? ». En outre, qu'est-il advenu du prêt de la BIRD ?

A l'instar du plan triennal 1978-1980, le plan quinquennal de 1981-1985 n'a pas mis directement l'accent, en matière de besoins en éducation et en formation, sur les besoins en cadres moyens. Toutefois, ce besoin a été souligné explicitement dans son exposé des besoins en emploi. En effet, et concernant le premier volet, le plan a souligné la déficience de l'enseignement technique et surtout de l'enseignement technique à caractère universitaire. Il a, donc, insisté sur un point important, à savoir la création d'établissements universitaires non pas en fonction de "*la répartition déséquilibrée des différents types de baccalauréats*", mais "*en fonction du développement d'un enseignement supérieur orienté vers les études techniques et scientifiques*." : "*Notre système éducatif est caractérisé par une déficience grave de l'enseignement technique, ce qui constitue une entrave au développement des compétences techniques. Selon l'expérience des pays développés, la proportion des sections techniques devrait se situer entre le quart et le tiers des effectifs de l'enseignement secondaire. La répartition déséquilibrée des différents types de baccalauréats ne devra pas prédéterminer le type de facultés à construire dans les prochains plans. Les propositions de création d'établissements universitaires devront être établies en fonction du développement d'un enseignement supérieur orienté vers les études techniques et scientifiques*"³⁴.

En matière d'emploi, le plan a souligné la répartition déséquilibrée des emplois entre les trois secteurs économiques clés du Maroc : l'agriculture, l'industrie et les services. Ce déséquilibre concerne, en toute apparence, le manque de techniciens et de cadres moyens, et ce malgré la recrudescence du chômage intellectuel : "*Dans le domaine de l'emploi : (...) la*

³¹ BERNARD C. (Eds) (1982) - *La politique de l'emploi-formation au Maghreb 1970-1980*, Centre de Recherches et d'Etudes sur les Sociétés Méditerranéennes extrait de l'Annuaire de l'Afrique du Nord, Paris, éditions du CNRS, p. 83.

³² Banque Internationale pour la Recherche et le Développement.

³³ BERNARD C. (Eds) (1982) - *La politique de l'emploi-formation au Maghreb 1970-1980*, Centre de Recherches et d'Etudes sur les Sociétés Méditerranéennes extrait de l'Annuaire de l'Afrique du Nord, Paris, éditions du CNRS, p. 83.

³⁴ Plan quinquennal 1981-1985, p. 95.

*modernisation de l'agriculture, le développement de l'industrie et des services devraient amener un changement dans la répartition des emplois par branche pour atteindre vers l'an 2000 une répartition équilibrée entre ces différents secteurs. (...) L'aspect "chômage intellectuel" qui croît de façon significative alors que jusqu'à présent les chômeurs étaient pour l'essentiel des manoeuvres sans spécialités définies. Le caractère compétitif du marché du travail améliorera le niveau de qualification de la main-d'œuvre, mais paradoxalement, certains techniciens et cadres moyens continueront cependant à faire défaut"*³⁵.

En résumé et sans perdre de vue le fait que ce plan 1981-1985, est celui qui a tout juste précédé la création des EST, nous pensons qu'une deuxième lecture plus pointue de ce dernier relève plusieurs allusions, souvent en filigrane, quant à l'ouverture très prochaine de ces nouvelles institutions, d'une part, et quant à leur finalité, d'autre part.

Le premier clin d'œil jeté aux EST, concerne la création au sein même de l'université - et ce qui n'est plus une première³⁶ -, d'établissements à caractère technique et scientifique. A première vue, il apparaît qu'il est question dans ce plan des facultés des sciences et techniques (FST). D'un point de vue perspectif, ceci n'est pas exclu, puisque le plan n'a pas manqué de faire allusion au *"type de facultés à construire dans les prochains plans (...) en fonction du développement d'un enseignement supérieur orienté vers les études techniques et scientifiques"* et l'ouverture de la première FST (de Marrakech), n'est intervenue qu'en 1991.

Néanmoins, et dans l'immédiat, c'est-à-dire 5 ans avant la création des FST, soit en 1986, il y a eu création de trois *"établissements universitaires"* techniques, dont les deux premiers qui sont à bac + 2 ans (EST de Fès et de Casablanca) et l'autre sous forme d'école d'ingénieurs (bac + 5 ans) (l'Ecole Nationale Supérieure d'Electricité et de Mécanique (ENSEM) de Casablanca). Nous pensons que la substitution, à un certain moment, dans le plan même, du terme *"faculté"*, par celui moins réductif d' *"établissements universitaires"* en est très éloquent, surtout que lesdits établissements ont un caractère technique confirmé et que le plan n'a pas cessé jusqu'à la fin d'insister sur le développement de l'enseignement technique, en général, et surtout d'un enseignement technique ouvert sur son environnement.

D'ailleurs ceci apparaît clairement dans la conclusion de ce plan : *"Nécessité d'adopter une nouvelle vision du développement économique et social : (...) il s'agit de ne pas perdre de vue les transformations structurelles qui doivent accompagner nécessairement l'évolution économique et sociale du pays et sur lesquelles il faut s'interroger en permanence afin de trouver une solution valable aux problèmes qu'elles posent et réorienter les actions en conséquence. C'est ainsi que l'équilibre de l'emploi se pose en termes nouveaux puisqu'il concerne essentiellement une population de plus en plus jeune et instruite ; en matière d'enseignement et de formation, parallèlement aux efforts à déployer pour améliorer l'efficacité du système d'enseignement, développer l'enseignement technique et assurer l'adéquation entre les effectifs formés et les besoins de l'économie"*³⁷.

Cependant, et là où l'allusion devient directe aux EST, c'est l'affirmation par le plan que *"paradoxalement, certains techniciens et cadres moyens continueront cependant à faire défaut"* sur le marché de l'emploi, bien que *"l'aspect chômage intellectuel croît de façon significative"*.

³⁵ Ibid. P. 102.

³⁶ Ceci a été déjà souligné par le plan triennal 1978-1980.

³⁷ Ibid. P. 127.

Un décodage de ces derniers propos nous fait relever, paradoxalement toujours, l'aspect contradictoire du système "EST" et son aspect providentiel. En effet, ce dernier sera implanté dans un environnement universitaire où la faculté prépondérante est le principal véhicule de chômeurs diplômés (licenciés) et surtout à moitié diplômés (DEUG et moins) : les échecs de l'enseignement universitaire commençaient à cette époque à être très alarmants. C'est ainsi, concernant ce dernier point que l'implantation des EST au sein de l'université est providentielle : lutter contre l'échec de la faculté, et ce dès les premières années ou premier cycle universitaire. Le cursus de deux ans des EST et leur finalité professionnelle à l'intérieur d'un environnement académique, permettrait d'y accueillir des étudiants non motivés par de longues études, mais désireux plutôt d'être opérationnels rapidement sur le marché du travail.

En somme, ce plan a été porteur de deux raisons faisant la finalité des EST : créer une classe de cadres moyens qui semble faire défaut au marché de l'emploi et plus subtilement, lutter contre l'échec des premiers cycles universitaires et pourquoi pas, contre le chômage des diplômés de la faculté.

D'ailleurs, ce plan n'était pas le seul à avoir tracé les jalons faisant la raison même d'être des EST. En effet, et depuis la première allusion à ces dernières, en 1946, en passant par les plans et les enquêtes intermittents dont il a été question plus haut, la principale finalité des EST réside dans celle **de remédier au déficit du monde de l'emploi**, privé ou public, industriel ou des services, **en cadres moyens** ou dans un jargon plus techniciste **en techniciens supérieurs**.

Maintenant la question qui se pose c'est : **le pourquoi de leur affiliation à l'université et non pas à une autre institution ?**

En effet, les besoins en cadres moyens s'ils étaient exprimés, depuis 1946, quasi-successivement par les plans de développement ou les rares enquêtes menées à ce propos, il fallait attendre le plan de développement 1978-1980 pour voir lever le voile, bien que dans le contexte inattendu de la formation professionnelle, sur l'entité institutionnelle, à l'échelle macroscopique et microscopique, devant les parrainer, à savoir le Ministère de l'Enseignement Supérieur à priori et puis l'entité universitaire comme assise institutionnelle.

Aussi, entre 1946 et 1978, l'évocation du déficit en cadres moyens n'était jamais associée à la structure administrative et pédagogique devant prendre sous son aile les EST. Ainsi, ceci a été vaguement souligné à quelques rares occasions, ce qui laissait la porte ouverte à toutes les spéculations.

A ce niveau, le bilan du plan triennal 1965-1967, en faisant allusion aux STS, ne faisait-il pas référence, à l'instar de la France, à un tutorat à ce propos, du Ministère de l'Education Nationale³⁸, mais par les lycées techniques (comme c'est le cas aujourd'hui) et non l'université ?

Cependant, une telle thèse semble perdre toute consistance, quand on sait que ce même plan suggère de confier la formation de cadres moyens aux entreprises : formation sur le tas.

³⁸ A rappeler que le Ministère de l'Enseignement Supérieur faisait partie jusqu'en 1995 du Ministère de l'Education Nationale (MEN), puis il fut indépendant jusqu'après la dernière réforme de l'enseignement supérieur où il fut encore une fois affilié au MEN.

Alors sur quel pied danser, concernant les cadres moyens, lycée technique ou entreprise ?

Six ans plus tard, le plan quinquennal 1973-1977, relance en quelque sorte le débat sur cette question en invoquant la revalorisation de l'enseignement technique secondaire qui *"devra nécessairement conduire ses élèves vers des types de baccalauréat débouchant tous sur l'enseignement supérieur"*. La référence ici à l'enseignement supérieur est directe. Seulement, cette référence à ce dernier dans le contexte qui nous intéresse, en l'occurrence le cadre moyen, reste vague. En fait, l'évocation de celui-ci, comme on l'a souligné plus haut, a été circonscrite au cas des titulaires du DEUG, diplôme académique par excellence, bien que sanctionnant un cursus de deux ans d'études supérieures.

Toutefois, et comme on l'a évoqué précédemment, A. MEZOUAR a mis l'accent, en 1977, sur l'engorgement des filières traditionnelles de l'enseignement supérieur, résultat de la politique déficitaire de ce dernier et celle de l'enseignement secondaire. L'institution représentant ces filières traditionnelles est bien évidemment la faculté. Aussi, et sachant que celle-ci est partie prenante de l'université, il est devenu urgent, après 9 années où ce déséquilibre s'est mué en crise –chômage des premiers et surtout des deuxièmes cycles universitaires- de penser à restructurer l'université par la greffe en son sein d'une classe de cadres moyens dont le besoin se fait urgemment sentir sur le marché de l'emploi, d'un côté, et surtout pour professionnaliser une université « *naufragée* », dont le trop plein d'académisme se faisait lourdement et gravement sentir au niveau de ses débouchés dans le monde de travail, d'un autre côté.

Le tableau suivant illustre, avec éloquence, cet état de choses :

TABLEAU 7- Population urbaine selon le sexe et le diplôme le plus élevé obtenu
(Diplômes supérieurs délivrés par les facultés exceptée la faculté de médecine)

LES 2 SEXES		MASCULIN		FEMININ	
Diplômes délivrés par les facultés	% dans l'ensemble des diplômes délivrés par l'enseignement supérieur	Diplômes délivrés par les facultés	% dans l'ensemble des diplômes délivrés par la faculté	Diplômes délivrés par les facultés	% dans l'ensemble des diplômes délivrés par la faculté
58495	61,57%	44643	76,31%	13852	23,68%

Source : annuaire statistique de 1986

Il convient de noter à ce sujet et comme nous l'avons souligné, plus haut, la suprématie des diplômes délivrés par les facultés par rapport à l'ensemble de ceux délivrés par les autres établissements faisant partie ou bien de l'université ou bien du Ministère de l'Enseignement Supérieur en général. Nous constatons, donc, d'après ce tableau, qu'en 1986, date d'ouverture des deux premières EST, 61,57 % des diplômes, tous sexes confondus, délivrés par les institutions sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur, sont originaires de la faculté. Ainsi, la part masculine de ces diplômés de la faculté est de 76,31 %, alors que celle de leur opposé féminin est de l'ordre de 23,68 %, seulement. Donc, la discrimination entre les sexes était toujours aussi flagrante en 1986.

Bibliographie :

- ANTONMATTET P., VAUDIAUX J. (1988). - *Rapport de synthèse sur la mise en place et le fonctionnement des Instituts Universitaires de Technologie (IUT), des Sections de Techniciens Supérieurs (STS) et des Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE)*.
- BAINA A. (1981). - *Le système de l'enseignement au Maroc, les Instruments Idéologiques - le Fonctionnement Interne*, tome 1, Casablanca, Presses des Editions Maghrébines.
- BERNARD C. (Eds) (1982) - *La politique de l'emploi-formation au Maghreb 1970-1980*, Centre de Recherches et d'Etudes sur les Sociétés Méditerranéennes extrait de l'Annuaire de l'Afrique du Nord, Paris, éditions du CNRS.
- BOUTATA M. (1949). - *L'enseignement technique au Maroc*, Bulletin économique et social du Maroc n° 43.
- BOUTATA M. (1987). - *La formation professionnelle et l'emploi dans l'économie marocaine coloniale et post-coloniale*, éditions de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat, 1987.
- Bureau Fédéral de la FNE (1967). - *Journée d'études de Mohammedia du 1^{er} avril 1967*, Rapport d'introduction.
- LAHLOU L. (2010). - *L'enseignement universitaire court entre le professionnalisant et l'académique : Les Ecoles Supérieures de Technologie marocaines de 1986 à 2009*, Rabat, éditions Bouregreg.
- MEZOUAR A. (1977). - *Enseignement supérieur au Maroc et développement*, Mémoire de DES Es.Sciences Economiques, Université Hassan II, faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Casablanca.
- OUGHANEM R., LAHRIR M. (1996). - *Relation formation-emploi : l'insertion professionnelle des lauréats de l'université*, Mémoire de licence de sciences économiques, faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Meknès.
- Plan quinquennal 1973-1977.
- Plan quinquennal 1981-1985.
- Plan triennal 1978-1980, volume II.